

Les quatre vérités selon saint Job

Les jobs, jobs, jobs de Charles Michel sont-ils un pari réussi? On a cherché à comprendre la réalité derrière les chiffres.

Texte:
Catherine Ernens

Opposition et majorité se sont jetés des jobs à la figure comme autant d'oiseaux de bonne ou mauvaise augure pour notre conjoncture. "Ecran de fumée", "jobs précaires", "augmentation inférieure à la croissance": le président du PS, Elio Di Rupo, a carbonisé l'euphorique "jobs, jobs, jobs" de son successeur libéral au 16 rue de la Loi. Charles Michel, lui, a retoqué un "c'est faux. Entre fin 2015 et fin 2016, le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 60.491 unités. Jobs, jobs, jobs, c'est une réalité jour après jour." Que peut-on en penser?

1 De l'emploi a été créé sous Charles Michel

C'est incontestable. Le Graal sacré, les 146.100 emplois créés depuis que Charles Michel est devenu Premier ministre, a été calculé par la Banque nationale de Belgique. Fiable, à 100 %. Ce nombre d'emplois nets et réels double les prévisions les plus optimistes du Bureau fédéral du Plan. Ce chiffre de 146.100 emplois englobe tous les travailleurs et comprend les indépendants et les fonctionnaires statutaires qui ne sont pas assujettis à l'ONSS (organisme national de sécurité sociale).

Or, les jobs d'indépendants s'envolent. 1.000 indépendants se lancent tous les mois depuis le gouvernement Michel contre 257 par mois sous Di Rupo. C'est le résultat d'une politique de soutien des indépendants menée avec obstination par le MR depuis plus de dix ans. Tempérons en signalant qu'un indépendant sur 6 est sous le seuil de pauvreté. En cela, l'emploi se précarise. Mais ce n'est pas une nouveauté. C'est une constante depuis des années. Par ailleurs, un nombre important d'indépendants ne déclarent pas ce qu'ils gagnent réellement mais bien le minimum.

2 Ces emplois sont massivement des "gros" temps partiels

Si on prend uniquement les jobs assujettis à l'ONSS, 90.100 emplois ont été créés sous ce gouvernement dont une grosse majorité à temps partiels. Ici Charles Michel s'est peut-être pris les pieds dans le tapis, dans un premier temps. Pour l'opposition, il existe une précarisation de l'emploi à cause de temps partiels qui ne sont pas toujours un choix. Pour le gouvernement, il s'agit en réalité de temps partiels "de qualité". Ces emplois sont pour 62.700 d'entre eux des temps partiels avec une occupation entre 66 et 95 %, et pour 7.500 d'entre eux, des temps partiels avec une occupation à plus de 95 %.

Autrement dit, ce gouvernement crée massivement des 2/3 temps et plus. Par ailleurs, en comparaison avec le gouvernement Di Rupo, le taux d'emploi à temps plein reste inchangé à 73,1%. Une étude de la KUL estime que le nombre de petits contrats à temps partiel (1/3 d'une semaine) n'augmente pas en Belgique. Contrairement à d'autres pays en Europe, comme l'Allemagne, le Danemark ou l'Autriche, où on constate une forte augmentation des petits contrats à temps partiel sous la forme de mini-jobs, par exemple.

Les temps partiels à 4/5^e augmentent tant chez les femmes que chez les hommes, signe peut-être (mais peut-être pas) d'une recherche de qualité de vie et d'équilibre vie privée et vie professionnelle. Pour autant, même avec un léger mieux pour elles, les femmes restent massivement à temps partiels. Ils sont 89,4 % à travailler à temps plein en 2016 et elles sont seulement 55,6 % à faire de même. Le nombre d'hommes en 4/5^e est passé de 3,5 % en 2006 à 5,1 % en 2016. Mais dans le même temps, les femmes qui étaient 17,7 % à travailler en 4/5^e sont aujourd'hui 20,7 %. Quant aux mi-temps, si 18,7 % des femmes s'en contentent toujours, seuls 3,9 % des hommes sont dans ce type de contrat. Job reste donc d'abord un mâle, même si davantage d'hommes prennent aujourd'hui des congés parentaux. Tout cela à l'heure où la compétition pour les pensions est devenue plus rude que jamais pour les carrières incomplètes.

Lorsque Bruxelles crée 1 emploi, la Wallonie en crée 2, la Flandre en crée 6.

3 Les emplois créés le sont surtout en Flandre

Lorsque Bruxelles crée un emploi, la Wallonie en crée 2, la Flandre en crée 6. À Bruxelles, le taux de chômage (16,1% et 10,1% en Wallonie) est 4 fois plus important qu'en Flandre (4,1%). En termes de taux d'emplois, la Flandre affiche 72% tandis qu'il était de 62,6% en Wallonie en 2016, et de 59,8% à Bruxelles. La réalité, c'est que les franco-

phones loupent le coche de l'emploi. Et c'est ici que tout devient politique. La faute à qui? Aux mesures fédérales qui répondent plus aux besoins de la Flandre ou aux mesures régionales bruxelloises et wallonnes qui ne jouent pas leur rôle?

Le gouvernement pointe du doigt les pouvoirs régionaux. Les indicateurs dans les régions francophones, où PS et Cdh exercent ou exerçaient jusqu'il y a peu, sont au rouge. "Les entités fédérées doi-

vent prendre leur part de responsabilité, dans l'enseignement, la formation des travailleurs, l'activation et le contrôle des demandeurs d'emploi, la lutte contre les métiers en pénurie, le développement d'un enseignement qualifiant et en alternance de qualité et, de manière plus globale, les leviers de croissance économique", indique-t-on chez Charles Michel.

4 Le tax shift a été coûteux

Est-ce une augmentation d'emplois mécanique et économique ou volontariste et politique? Les réponses divergent. Pour le gouvernement →

→ Michel, cette création d'emplois est due à la fois à la conjoncture globale et aux mesures prises. "Nous sommes dans une économie ouverte et donc en lien avec la croissance européenne", explique-t-on chez le Premier ministre. Mais les mesures prises ont bien donné un coup de fouet à notre économie. Le tax shift a réduit les cotisations patronales de 33 à 25%. Le handicap salarial belge a été résorbé. Un travailleur belge coûtait avant Michel 2,9% plus cher que son homologue allemand ou néerlandais.

Mais en Europe, en 2017, le nombre d'emplois intérieurs a progressé de 1,4% contre seulement 0,9% en Belgique. Alors ce tax shift est-il vraiment une réussite? Oui mais non, si l'on peut dire. Pour le professeur Gert Peersman (Université de Gand), la croissance de l'emploi est davantage due à la conjoncture européenne qu'à la politique du gouvernement. Par ailleurs, pointe le professeur Peersman, les jobs créés grâce au tax shift sont très chers. Chaque emploi créé coûterait ainsi 108.000 euros par an (selon le Bureau du Plan) ou de 25.000 à 30.000 euros par an (selon la Banque nationale). *

UNE DISCUSSION SUR LE SEXE DES ANGÉS

Le tax shift du gouvernement Michel est-il un top ou un flop? Ni l'un ni l'autre.

Ces emplois réalisés essentiellement dans le secteur privé sont d'une certaine manière subsidiés par la collectivité, mais on peut miser sur un effet retour avec de belles prévisions de créations d'activités en vue. Ivan Van de Cloot, économiste en chef de l'Iner Institute et professeur d'économie à la Management School de l'université d'Anvers, a consacré un livre à la question, *Tax shift, pourquoi notre pays a besoin d'une réforme fiscale*. Il confirme cette fourchette en estimant qu'un coût de 30 à 40.000 euros n'est pas scandaleux en soi et que le calcul du professeur Peersman ne tient pas compte des effets retour au-delà de 2021. "Le calcul sur les bénéfices du tax shift est donc comme une discussion sur le sexe des anges", dit-il.

Selon lui, le tax shift fait sens. Grâce à celui-ci, il est plus intéressant pour un employeur d'engager que d'avoir une machine ou un robot. Mais le tax shift n'est pas assez ambitieux. Pour le mettre en œuvre, il faudrait le financer en allant chercher sur d'autres secteurs comme le pétrole, le tabac... "Il faudrait multiplier par dix le tax shift en l'appliquant à la consommation et au patrimoine. Ici le gouvernement n'a fait qu'un petit pas. Mais il n'a pas osé attaquer les niches fiscales. Je donnerais 6/10 au gouvernement parce qu'il n'a pas compris ce qu'était le tax shift", explique encore Ivan Van de Cloot. C'est un problème récurrent en termes de gestion publique: les avancées sont caduques parce qu'elles sont négociées entre partis politiques qui veulent arracher des symboles pour leur gloriole... et leurs électeurs. Ivan Van de Cloot préconise encore de mettre fin à l'anarchie fiscale qui nous tient lieu de système depuis des décennies en offrant un lot de petits cadeaux fiscaux. Enfin, il explique que les questions économiques ont une dimension humaine et une variabilité que peu saisissent.